

L'étendue des dissensus français

Le consensus donne parfois des idées mais cache souvent l'essentiel. Derrière un consensus apparent ou approximatif, combien de dissensus inavoués mais réels ?

Le premier problème concerne les sources : où trouver des données permettant de conclure au consensus ou de constater les désaccords ? Sur longue période, l'Histoire affirmera ses droits. Mais pour l'immédiat, force est de se contenter des impressions subjectives, opinions partisans ou intuitions personnelles, bref de préjugés sur les préjugés... à moins de rechercher des indications quantitatives. Parmi ces dernières, les enquêtes par sondages proposent une multitude d'informations recueillies par des techniques le plus souvent très fiables. Mais le subjectif reprend sa vigueur au stade de l'interprétation. Un consensus existe aujourd'hui pour se polariser sur un seul chiffre par question : le chiffre global majoritaire. D'abord parce que nous vivons dans un système majoritaire qui tend à légitimer tout ce qui franchit la barre des 50 % ; ensuite parce qu'il est tentant de ne regarder que l'arbre et d'éviter ainsi l'ennui des calculs ou la monotonie de séries chiffrées ; enfin parce que cette démarche offre le plaisir d'un jugement définitif : « Les Français pensent que... »

Comment se défaire de cette manie synthétique ? Peut-être, dans un premier temps, en favorisant une démarche inverse qui oublierait les moyennes pour s'intéresser aux écarts. Les sondages et la méthode statistique recèlent des richesses inutilisées qui permettent ainsi une autre lecture des opinions, une analyse différente de leur unité comme de leur variété. Les instituts français de sondages utilisent le plus souvent la méthode dite des *quotas*. Le nombre de jeunes, d'ouvriers, de sympathisants communistes et de diplômés du secondaire interrogés pour une enquête correspond à leur pourcentage dans la population adulte française. Il en va bien entendu de même pour les autres tranches d'âge, d'activité professionnelle du chef de famille, de préférence partisane et de niveau d'instruction. Rien n'interdit donc de raisonner sur ces résultats catégoriels pour expliquer, nuancer, voire infirmer l'impression provoquée par les résultats globaux (1).

(1) La méthode des quotas, ou technique de l'échantillonnage proportionnel, ne pose pas de problèmes statistiques pour les résultats globaux. Quant aux données catégorielles, il faut se garder d'interpréter les réponses correspondant à des effectifs interrogés trop faibles par rapport à la marge d'erreur. En pratique, ceci ne joue que pour la préférence partisane exprimée pour les centristes (CDS et Parti radical).

La recherche des dissensus partiels, des désaccords catégoriels, complète alors le chiffre majoritaire avec les « écarts maximum » au sein de chaque groupe. Des tableaux permettent de comparer les opinions dominantes avec les clivages qu'elles recouvrent.

TABLEAU 1 : LES OPINIONS SELON LE CRITÈRE REPRÉSENTATIF

Mise en valeur du consensus global (2)

LA NATION

- Dans la société d'aujourd'hui, il est important d'être un hon citoyen : 87 %.
- Un bon citoyen respecte les règlements : 56 % sur 8 réponses proposées.
- Un bon citoyen vote régulièrement : 51 % sur 8 réponses proposées.
- Si l'on pouvait choisir sa nationalité de naissance, choisiriez-vous plutôt d'être né... Français : 86 %.
- On peut être à la fois bon patriote et favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel : 67 %.
- Les mouvements autonomistes ou régionalistes (corse, breton, basque, occitan) ne représentent pas une menace sérieuse pour la France : 65 %.
- Les symboles nationaux — *La Marseillaise*, le 14 juillet, le drapeau tricolore — gardent la même valeur qu'autrefois : 64 %.
- L'existence d'une force de dissuasion nucléaire est quelque chose de positif pour la France : 53 %.

L'ÉTAT ET LA POLITIQUE

- Ce serait grave de supprimer le droit de grève : 69 % (très 43 %, assez 26 %).
- Le général de Gaulle était le Président de tous les Français : 68 %.
- Quand M. Giscard d'Estaing se rend en visite officielle à l'étranger ou reçoit à Paris un chef d'Etat étranger, il incarne vraiment la France : 64 %.
- Valéry Giscard d'Estaing est seulement le Président de ceux des Français qui ont voté pour lui : 60 % (de tous les Français : 30 %).
- Ce serait grave de supprimer les partis politiques : 55 % (28 + 27 %).
- Georges Pompidou était le Président de tous les Français : 51 %.

(2) Les données présentées ici sont extraites d'un sondage effectué par la SOFRES entre le 1^{er} et le 6 décembre 1976, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. « La France de 1976 : unité et divisions » a été réalisé pour le compte du journal *L'Expansion*, qui a publié ses résultats en février 1977. Un commentaire vient de paraître sous le titre : « Le consensus français », dans *L'Opinion française en 1977*, SOFRES, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, février 1978, pp. 87-101. Alain Duhamel insiste sur ce qui unit les Français, allant jusqu'à estimer que « le consensus introuvable a été repéré ».

TABLEAU 2 : LES OPINIONS SELON L'ÉTENDUE
(écart maximum des réponses dans chaque catégorie)
Mise en valeur des dissensus partiels (3)

LA NATION

- Il est important d'être un bon citoyen : étendue selon l'âge = 19 points.
... respecte les règlements : étendue = 33/parti, 22/âge, 11/classe.
... vote régulièrement : étendue = 24/âge, 13/classe.
- Choisir d'être né Français : étendue = 26/âge ; ainsi 10 % des Français de 18-24 ans choisiraient d'être nés Américains.
- Parlement européen non exclusif du patriotisme : étendue = 24/degré d'instruction, 22/parti (Républicains indépendants/Communistes).
- Les mouvements autonomistes ne menacent pas la France : étendue = 23/classe, 21/degré d'instruction.
- Les symboles nationaux gardent la même valeur : étendue = 25/instruction, 21/âge, 21/classe (petit commerçant/industriel/, 13/parti (Centristes/PS).
- Force de dissuasion positive : étendue = 44/parti, 25/classe, 22/âge (25-34 ans/18-24 ans), 17/instruction (secondaire/primaire).

L'ÉTAT ET LA POLITIQUE

- Suppression du droit de grève : étendue = 32/parti, 26/classe, 17/âge.
- De Gaulle, Président de tous les Français : étendue = 28/parti, 16/âge.
- V. Giscard d'Estaing, la France et l'étranger : étendue = 54/parti (Républicains/Communistes), 24/âge, 20/classe (petit commerçant/ouvrier).
- M. Giscard d'Estaing, Président de ceux qui ont voté pour lui : étendue = 36/parti, 22/âge.
- Suppression des partis : étendue = 24/parti, 18/instruction, 17/classe.
- Pompidou, Président de tous les Français : étendue = 48/parti, 36/âge.

(3) Les catégories utilisées par la SOFRES pour les sondages par quotas sont : Age = 18 à 24 ans, 25 à 34 ans, 35 à 49 ans, 50 à 64 ans, 65 ans et +. Sauf indication contraire, l'étendue a été calculée entre les plus jeunes (18 à 24 ans) et les plus âgés (65 ans et +), puisque tel est le clivage le plus fréquent.

Milieu social du chef de famille (« classe » dans nos tableaux pour simplifier) = agriculteur - salarié agricole, petit commerçant - artisan, cadre supérieur - profession libérale - industriel - gros commerçant, cadre moyen - employé, ouvrier. Sauf indication contraire, l'étendue a été calculée entre les agriculteurs et la catégorie supérieure (industriel...), puisque les premiers se reconnaissent dans les opinions les plus traditionnelles et les seconds dans les plus modernes.

Préférence partisane (« Parti » dans nos tableaux pour simplifier) = Parti communiste, Parti socialiste, CDS-Parti radical, Républicains indépendants, RPR. Sauf indication contraire, l'étendue a été calculée entre sympathisants du PCF et du RPR, sans prendre en considération ceux qui ne se prononcent pas quant à la préférence partisane. V. *Pouvoirs*, 2, p. 99.

Niveau d'instruction = primaire, technique commercial, secondaire, supérieur. Cette catégorie est plus rarement mentionnée. L'étendue est en principe calculée entre primaire et supérieur.

TABLEAU 3 : CLASSEMENTS COMPARÉS
(décembre 1976, SOFRES)

<i>CONSENSUS GLOBAL</i> (du plus fort au plus faible)	<i>DISSENSUS PARTIEL</i> (du plus faible au plus fort)
1. Important d'être un bon citoyen	1. Important d'être un bon citoyen
2. Choisir de naître Français	2. Pas de menace des autonomistes
3. Ne pas supprimer le droit de grève	3. Parlement européen et patriote
4. De Gaulle, Président de tous	4. Un bon citoyen vote régulièrement
5. Parlement européen et patriote	5. Ne pas supprimer les partis
6. Pas de menace des autonomistes	6. Valeur des symboles nationaux
7. V. G. E... représente la France	7. Choisir de naître Français
8. Valeur intacte des symboles nationaux	8. De Gaulle, Président de tous
9. V. G. E..., Président de ses électeurs	9. Ne pas supprimer le droit de grève
10. Citoyen respecte les règlements	10. Citoyen respecte les règlements
11. Ne pas supprimer les partis	11. V. G. E..., Président de ses électeurs
12. Force nucléaire est positive	12. Force nucléaire est positive
13. Pompidou, Président de tous	13. Pompidou, Président de tous
14. Un bon citoyen vote régulièrement	14. V. G. E... représente la France

Dans ces deux tableaux, les consensus (partie gauche) sont classés par ordre décroissant et les dissensus par ordre croissant (partie droite).

TABLEAU 4 : CLASSEMENTS COMPARÉS
(1973-1975, Publimétrie) (4)

<i>Consensus</i>	<i>Dissensus</i>
1. Rationnement si nécessaire, 79 %	1. Rationnement, 13/âge
2. Pollution sous-estimée, 77 %	2. Alcool = drogue, 14/classe
3. Divorce par consentement, 76 %	3. Lutte des classes, 19, ouvrier - cadre moyen
4. L'alcool est une drogue, 69 %	4. Pollution, 20, cadre m. - inactif
5. De Gaulle : bilan positif, 65 %	5. Unité 21, artisan - cadre moyen
6. Pour une plus grande unité, 62 %	6. Droite/gauche, 26/habitat
7. Droite/gauche, un sens, 61 %	7. Avortement, 30, cadre m. - agricul.
8. Lutte des classes E en France, 61 %	8. Centrales nucléaires, 30, agr. - c. m.
9. Contre les centrales nucléaires (5), 57 %	9. Divorce, 32/classe
10. Oui à l'avortement (loi 1974), 56 %	10. De Gaulle, positif 37/parti (6)

(4) Dans ce dernier tableau, les opinions sont grossièrement résumées. Pour le libellé exact des questions, la définition des catégories (quotas) et, par conséquent, une analyse détaillée des réponses, on se reportera au livre de R. MURAZ, *La parole aux Français (cinq ans de sondages ; dossier Publimétrie 1972-1977)*, Ed. Dunod, 1977. Les réponses retenues ci-dessus proviennent de sondages effectués en 1973, 1974 ou 1975.

(5) A moins de 15 km de chez soi.

(6) La catégorie distingue les électeurs de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand.

Les classements des opinions diffèrent selon les critères retenus. Le choix du chiffre global le plus fort privilégie les consensus nationaux, dans le sens d'*opinions majoritaires*. En insistant sur les étendues (7), ce sont les dispersions qui ressortent, les dissensus n'étant alors pas définis par l'affrontement équilibré d'opinions mais par la présence de minorités structurées. Pour cette démarche, un consensus ne sera pas tant une opinion majoritaire qu'une *opinion non disputée*.

La combinaison des deux lectures permet de découvrir des consensus particulièrement denses et des dissensus très affirmés. Appliquée à l'enquête de la SOFRES sur « La France, unité et divisions », elle révèle l'attachement des Français à la Sécurité sociale et au droit de vote :

« Ce serait grave de supprimer la Sécurité sociale » : 96 % des réponses ; étendue selon l'âge = 1, selon le « parti » = 4, selon la « classe » = 9.

« Ce serait grave de supprimer le droit de vote » : 92 % des réponses ; étendue selon l'âge = 10, selon la préférence partisane = 5.

La même enquête révèle des oppositions complètes sur la possibilité de s'élever socialement et les niveaux de vie.

« Depuis dix ans, la possibilité de s'élever dans la hiérarchie sociale a plutôt tendance à diminuer » : 47 %, augmenter : 34 % ; étendues = 5/âge ; 23/« parti » (PCF - RI), 24/« classe » (ouvrier - cadre moyen).

« Depuis dix ans, dans le domaine du niveau de vie, les distances entre les différentes couches de la société ont plutôt tendance à augmenter : 45 %, diminuer : 45 % ; étendues = 20/âge, 22/« parti », 26/« classe ».

Il est tentant d'étendre la combinaison des références à plusieurs enquêtes pour cumuler les résultats et classer les consensus et les dissensus dans la France d'aujourd'hui. Mais cette extension de l'analyse donnerait des résultats de moins en moins significatifs, les instituts de sondage n'utilisant pas les mêmes échantillons. Tout au plus peut-on comparer les données obtenues avec les mêmes quotas et sur les mêmes questions. L'application de ces principes d'analyse à chaque sondage aurait l'avantage d'inciter la presse à publier toutes les données recueillies dans une enquête et de révéler comment un consensus cache parfois des dissensus. Sur chaque problème, les lecteurs ne se contenteraient plus de commentaires sommaires sur le préjugé majoritaire mais découvrirait les opinions admises et les points de clivage.

(7) Dans les tableaux qui précèdent, nous avons volontairement exagéré les désaccords, d'une part en ayant recours à l'étendue (écart maximum) de préférence à d'autres caractéristiques plus uniformisatrices comme l'écart absolu moyen ou l'écart type, d'autre part en ne retenant que les étendues les plus élevées pour dresser les tableaux comparatifs. D'autres méthodes pourraient être retenues, mais elles exigeraient des calculs plus complexes, avec des données nationales qui n'accompagnent pas aujourd'hui les sondages publiés.

L'exemple des Français face à la présidence de Valéry Giscard d'Estaing atteste la finesse des opinions ainsi que l'enchevêtrement des consensus et des dissensus.

TABLEAU 5 : LES FRANÇAIS ET V. GISCARD D'ESTAING, PRÉSIDENT (1977)

UN DISSENSUS POLITIQUE EXTRÊME

Vote en cas d'élections présidentielles : Valéry Giscard d'Estaing, 48 % ; François Mitterrand, 52 % ; étendue selon la classe = 34 (69 % des agriculteurs mais seulement 35 % des ouvriers voteraient pour V. G. E...).
Bilan global de l'action présidentielle (mai 1974 - mai 1977) : plutôt positif, 41 % ; plutôt négatif, 50 % ; étendue = 59/parti.
Réduction des inégalités sociales (appréciation de l'action présidentielle) : plutôt positive, 32 % ; plutôt négative, 50 % ; étendue = 66/parti.

UN CONSENSUS MOINS LIMITÉ QUE SES PARTENAIRES

Président - Premier ministre : l'indicateur synthétique de confiance dans le Président de la République est toujours supérieur à l'indicateur d'appréciation de l'action du Premier ministre (8). D'octobre 1976 à septembre 1977, l'écart moyen est de 18 points, avec un écart maximum de 27 en décembre 1976 et un écart minimum de 7 en février 1977.

Président - « majorité » : la confiance dans la capacité réformatrice de M. Valéry Giscard d'Estaing est aux yeux de presque tous supérieure à la confiance dans la capacité réformatrice de la majorité. Seule la catégorie socioprofessionnelle supérieure manifeste une confiance rigoureusement identique (48 %), le RPR se singularisant quant à lui par une confiance plus forte en la majorité. Pour le reste, notons que l'écart favorable au Président atteignait 12 points chez les partisans du parti socialiste et 14 points chez les cadres moyens et employés.

UN CONSENSUS MOINS RESTREINT DANS CERTAINS DOMAINES

Pour la politique sociale. Les réformes et la politique économique, les indicateurs de confiance des baromètres mensuels de la SOFRES varient selon la conjoncture (en moyenne, entre - 6 et = + 12).

Pour la politique étrangère, la défense des libertés et le fonctionnement des institutions, les indicateurs de confiance se maintiennent toujours largement au-dessus de zéro (autour de 35 pour la défense des libertés, 30 pour la politique étrangère et 20 pour les institutions). Se dessine ainsi un domaine réservé consensuel.

(8) Ces indices proviennent de l'analyse des réponses aux baromètres mensuels de la SOFRES publiés chaque mois par *Le Figaro*. Pour leur définition, voir Denis LINDON, L'évolution des indicateurs du climat politique, dans *L'Opinion en 1977*, *op. cit.*, pp. 15 et suiv. Les autres données utilisées dans ce tableau proviennent d'un sondage SOFRES réalisé pour *Sud-Ouest* entre le 9 et le 12 mai 1977 (1 000 personnes, 18 ans et plus), voir *ibid.*, pp. 245-252.